



Ce matin, alors que je suis encore dans le Lot et Garonne après avoir participé à une réunion publique sur l'eau, je décide d'écouter la radio avant de prendre le train qui me ramène à Viry-Chatillon. Je sais que Manuel Valls est sur RMC-Info. Oh, ce n'est pas pour ses intentions en ce qui concerne la primaire socialiste. Mais c'est mon voisin. Il est président d'une communauté d'agglomération limitrophe à la mienne.

Or, justement, son contrat avec Suez se termine bientôt, et je l'avais sollicité pour lui apporter mon aide, dans le cadre d'une expertise publique, afin de lui démontrer que le choix d'une régie publique pour gérer l'approvisionnement de son eau potable. J'ai donc été agréablement surpris de l'entendre dire ce matin sur les ondes d'une radio nationale à forte audience qu'il posait le débat publiquement. Cela valide le travail d'expertise publique que nous avons fait.

Le débat sur la gestion de l'eau en France est loin d'être fini. D'ici 2015, tous les contrats privés arriveront à échéance. La gestion publique de l'eau montrant partout sa pertinence en France, il faut continuer de sensibiliser, débattre, convaincre. Aucun argument de bonne foi ne résiste à la régie publique de l'eau. C'est aussi peut-être ce que s'est dit hier soir Thierry Mandon, le maire de Ris-Orangis (commune membre de l'agglomération présidée par Manuel Valls). Sollicité par des élus convaincus des bienfaits de la gestion publique de l'eau, il a déclaré en conseil municipal qu'y compris à prestation équivalente, il préférerait le public.

Nous sommes en train de démontrer qu'avec le public, ce n'est pas équivalent : c'est mieux.

C'est mieux en termes de transparence de gestion ; c'est mieux en termes d'accueil des usagers, quoiqu'en disent les multinationales de l'eau ; c'est mieux en termes d'interventions techniques sur le réseau ; c'est mieux en termes d'investissements sur le réseau. Enfin, c'est mieux en termes de tarifs d'accès à l'eau. A périmètre constant, avec la même politique de distribution de l'eau, en multipliant par deux les investissements sur le réseau, nous parvenons dans le compte d'exploitation prévisionnel que nous avons élaboré pour Evry-Centre Essonne à une baisse de 32,5 % du coût de revient du mètre cube pour les usagers !

Cette baisse s'explique aisément si l'on étudie bien les rapports du délégataire. Les niches existent partout. A coups de dizaines de milliers d'euros par-ci, centaines de milliers d'euros par-là, nous pouvons tout à la fois offrir un service de l'eau moins cher et meilleur. Et je passe sous silence la rémunération des actionnaires à hauteur de 10% de marge. Avec le service public, c'est autant de moins à verser à des gens déjà ultra riches par ailleurs. Je les passe sous silence parce que j'ai entendu Manuel Valls : cette décision doit être prise sans dogmatisme, mais avec pragmatisme.

Et encore, cette baisse entre en compte avec l'achat de l'eau à une compagnie privée. Je suis persuadé que nous pouvons faire beaucoup mieux si nous "potabilisons" nous-mêmes notre eau ou si nous l'achetions à une autre Régie publique, comme nous nous apprêtons à le faire pour notre Régie. C'est la perspective que j'ai proposé à Manuel Valls, à terme. Nous envisageons un site de potabilisation commun à nos deux agglomérations. Loin des coups de menton de l'Etat en ce qui concerne la fusion des agglomérations, c'est comme ça que nous voyons les choses : formons d'abord des territoires de projets. En faisant comme ça, l'Etat se rendrait compte que les élus sont tout à fait disposés à travailler ensemble. D'ailleurs, toujours à propos de la question de la gestion de l'eau, je suis en attente de la réponse de la Communauté du Val d'Orge, voisine elle aussi. J'avais fait la même proposition d'aide qu'à la communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne. Une première rencontre a eu lieu. Les élus de cette agglomération sont venus visiter nos installations et nous avons pu échanger autour de leur contrat et de la perspective d'un passage en régie publique.

Je ne peux pas en dire autant du Maire de Savigny-sur-Orge, commune voisine à qui j'ai également fait cette proposition. Serait-ce parce qu'elle est UMP ? Parce que cette commune n'est toujours pas dans une agglomération, et donc réticente à travailler sur des projets en commun avec d'autres ? Parce qu'elle perpétue une tradition toute savignienne de maires aux amitiés politiques plus que douteuses ?

En attendant, du Lot et Garonne à la région parisienne, l'idée d'une gestion publique d'un bien commun de l'humanité progresse. Et c'est tant mieux !